

لماذا لا أستطيع أن أبلغ... ؟



OBSTACLES AU SIGNALEMENT DES COMPORTEMENTS RÉPRÉHENSIBLES

Comprendre le pouvoir, l'intersectionnalité et le contexte

Le présent rapport vient conclure le projet de recherche d'Oxfam sur les facteurs influençant le signalement des comportements répréhensibles, qui a débuté en 2019-2020 avec l'identification des obstacles au Myanmar¹, en Iraq² et au Ghana³. Pour tester l'intégration des recommandations formulées dans le cadre de cette recherche, Oxfam a ensuite mené deux projets pilotes en Iraq et au Ghana de mai 2021 à septembre 2022.

Oxfam en Iraq s'est concentrée sur la perception de la justice par les personnes ayant été confrontées à des violences, en luttant contre la stigmatisation de ces dernières et en collaborant avec des partenaires pour élaborer des mécanismes de signalement. Oxfam au Ghana a également collaboré avec des partenaires pour mener une campagne nationale contre les violences basées sur le genre, qui comprenait une ligne d'alerte et un travail de sensibilisation de la communauté.

Parmi les enseignements tirés, on peut citer la nécessité de programmes intégrés et d'un financement flexible, l'importance d'une approche féministe du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage, le fait de placer les personnes ayant été confrontées à des violences au centre des programmes et d'établir des partenariats décoloniaux pour s'assurer que ces dernières sont en mesure de signaler les comportements répréhensibles.

© Oxfam International, août 2023

Cette étude de cas a été rédigée par Ania Gaboune, Ali Mohammed et Johnson Naapi. Oxfam reconnaît le leadership d'Oxfam au Ghana et d'Oxfam en Iraq. Oxfam remercie particulièrement Lydia Doe, Samuel Asamoah Boateng, Safa Hassan, Carolina Echegaray, Melissa Harris, Emily Tomkys Valteri, Hannah Fisher-Jones, Xara Church, Alina Rosenfeld et Sarah Barakat pour leur assistance dans sa réalisation. Ce document fait partie d'une série de rapports visant à alimenter le débat public autour des questions de politique humanitaire et de développement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter : agaboune1@oxfam.org.uk

Ce document est soumis aux droits d'auteur, mais peut être utilisé librement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Envoyez un e-mail à policyandpractice@oxfam.org.uk.

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la publication.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International en août 2023.

DOI : 10.21201/2023.621533

Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

Traduit de l'anglais par eXceLingua (Pierre Le Grand ; Jérôme Richard) et Morgane Menichini.

Image de couverture : Affiche de campagne sur la lutte contre la silenciation et la stigmatisation des personnes ayant été confrontées à des violences. Crédit photo : Oxfam en Iraq

RÉSUMÉ

En 2019-2020, Oxfam a mené une recherche sur les facteurs influençant le signalement des comportements répréhensibles. Cette recherche a permis d'identifier des obstacles au signalement au Myanmar⁴, en Iraq⁵ et au Ghana⁶ appelant des mesures d'atténuation programmatiques uniques et spécifiques au contexte. Sur cette base, Oxfam s'est engagée dans deux projets pilotes en Iraq et au Ghana de mai 2021 à septembre 2022 afin de tester l'intégration des recommandations issues de la recherche.

Oxfam en Iraq s'est investie dans la recherche sur la perception de la justice par les personnes ayant été confrontées à des violences, a fait campagne contre la stigmatisation de ces personnes et a collaboré étroitement avec des partenaires pour élaborer ensemble des mécanismes de signalement.

Oxfam au Ghana a travaillé en étroite collaboration avec ses partenaires pour mener une campagne nationale de lutte contre les violences basées sur le genre. Elle a également mis en place une ligne d'alerte pour signaler les comportements répréhensibles et a travaillé avec ses partenaires pour sensibiliser la communauté aux comportements répréhensibles et à la manière de les signaler.

Les projets pilotes ont permis de tirer de nombreux enseignements, notamment la nécessité de garantir des programmes intégrés et un financement flexible, d'adopter l'approche intersectionnelle et féministe d'Oxfam en matière de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL) et de veiller à ce que les personnes ayant été confrontées à des violences demeurent au cœur des programmes. Ils ont également mis en évidence l'importance de développer des partenariats décoloniaux pour s'assurer que les personnes ayant été confrontées à des violences et les témoins de comportements répréhensibles soient en mesure de les signaler.

Les principales recommandations sont les suivantes : un financement autonome et flexible pour atténuer et lever les obstacles qui entravent le signalement des comportements répréhensibles ; des programmes tenant compte des dynamiques de pouvoir, de l'intersectionnalité et du contexte ; et une réflexion sur ce que nous entendons à l'échelle du secteur par « confidentialité », « résolution communautaire » et « justice réparatrice ».

RAPPEL

Si vous avez subi ou connaissez une personne ayant subi un comportement répréhensible (y compris, mais sans s'y limiter, un comportement sexuel répréhensible) de la part d'Oxfam, de son personnel, de ses partenaires ou de ses affiliés, veuillez le signaler directement en utilisant le système Speak Up d'Oxfam : <https://oxfam.clue-webforms.co.uk/webform/misconduct/fr> et/ou par e-mail à l'adresse speakup@oxfam.org.uk

Veuillez noter que le présent rapport fait état de cas d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels, ainsi que de maltraitance des enfants. Cela peut raviver des traumatismes chez les personnes ayant été confrontées à l'exploitation sexuelle, à des abus et du harcèlement sexuels et/ou à des violences basées sur le genre.

INTRODUCTION

Oxfam est tenue de s'assurer que les personnes qui subissent les conséquences d'un comportement répréhensible de la part du personnel d'Oxfam, de ses partenaires ou de toute autre personne liée à l'organisation puissent signaler de tels incidents. Suite aux manquements d'Oxfam en matière de sauvegarde en Haïti en 2018 et de l'audit interne et externe qui s'en est suivi, Oxfam veille à ce que la redevabilité soit au cœur de toutes ses opérations. Depuis lors, elle a mis en place ou amélioré des systèmes pour gérer, répondre et traiter les cas de comportement répréhensible en particulier et pour prévenir les abus de pouvoir de manière générale⁷.

Il n'en reste pas moins que les membres des communautés où Oxfam intervient préfèrent ne pas s'adresser directement aux représentant·es d'Oxfam. Lorsqu'elles/ils le font, elles/ils s'adressent généralement au personnel de première ligne, dont beaucoup ne signalent pas ces expériences de manière appropriée ou n'utilisent pas les systèmes officiels⁸. Lorsque les gens signalent des abus directement, ils s'adressent principalement au personnel de première ligne, par exemple au personnel en charge du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage (MEAL). Outre la problématique technique de savoir comment recueillir en toute sécurité les signalements de comportements répréhensibles par le biais des plateformes MEAL, une question plus importante se pose : si Oxfam a mis en place des systèmes de signalement des comportements répréhensibles, pourquoi les gens ne les signalent-ils toujours pas ? Et s'ils le font, pourquoi privilégient-ils un signalement par le biais de leur propre communauté ou mécanisme traditionnel⁹ ?

Ce constat a conduit Oxfam à commander trois études sur les facteurs influençant le signalement des comportements répréhensibles au Myanmar¹⁰, en Iraq¹¹ et au Ghana¹² qui ont été menées en 2019-2020. Ces études ont abouti à une méta-analyse qui a introduit une dimension de pouvoir et de transformation du point de vue du genre et formulé des recommandations clés à l'échelle du secteur visant à garantir que les comportements répréhensibles, en particulier l'exploitation et les abus sexuels, soient compris de manière globale du point de vue des personnes ayant été confrontées à des violences¹³.

LES PROJETS PILOTES

La recherche, en particulier la méta-analyse, a débouché sur des recommandations clés quant à la manière d'intégrer les conclusions dans les programmes. L'équipe de recherche d'Oxfam a par exemple constaté que les personnes confrontées à des violences ne savaient pas très bien à qui s'adresser et ce qui se passerait si elles signalaient des cas d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels. La méta-analyse recommande d'intégrer une analyse intersectionnelle du pouvoir dans les activités de programmation afin d'analyser ce que signifie la « sensibilisation » pour les différents groupes de personnes ayant été confrontées à des violences et pour les communautés en général. Concevoir une analyse des pouvoirs, la mettre en œuvre et former le personnel et les partenaires d'Oxfam aux activités de sensibilisation nécessite une programmation spécifique qui requiert du temps, de l'argent et des ressources. Oxfam a investi dans l'identification continue et l'atténuation des obstacles auxquels font face les personnes ayant été confrontées à des violences lorsqu'elles signalent des comportements répréhensibles dans le cadre des projets pilotes qui visaient à développer des actions concrètes pour y parvenir.

Les responsables d'équipe ont utilisé les conclusions pour élaborer des projets pilotes répondant aux principales recommandations de la recherche. Ces projets pilotes flexibles et itératifs ont été mis en œuvre entre mai 2021 et septembre 2022 en Iraq et au Ghana, avec comme principal objectif de s'assurer qu'Oxfam était en mesure de s'adapter à la manière dont les personnes ayant été confrontées à des violences vivaient les activités de programme et d'atténuer les obstacles contextuels spécifiques auxquels elles étaient confrontées lors du signalement de comportements répréhensibles. Ces obstacles n'ayant pas la même portée ni la même échelle dans la recherche et la méta-analyse, ils ont été classés aux fins du projet comme étant liés à a) l'autonomisation, b) l'adaptation des systèmes et c) les facteurs systémiques.

« Personne ne m'a jamais dit que les ONG et les ONG internationales disposaient de canaux de signalement pour dénoncer le harcèlement par les membres de leur propre personnel. »

Femme participant à un groupe de discussion en Iraq dans le cadre des projets pilotes menés en février 2022

MÉTHODOLOGIE DÉCOLONIALE

La première étape de la conception de ces projets pilotes et de l'introduction d'une programmation complète a consisté à les aligner sur la conception de la justice raciale et des partenariats décoloniaux d'Oxfam GB telle que décrite dans son document Transforming for a Radically Better World¹⁴. La décolonialité consiste à s'affranchir de la matrice coloniale du pouvoir en se concentrant sur la remise en question des héritages du colonialisme qui demeurent dans les mentalités et les systèmes de croyance et qui peuvent se manifester chez tout le monde, indépendamment de la race. Il était nécessaire de comprendre comment ce travail s'inscrivait dans ce cadre, mais cela a été difficile : il a en effet fallu réexaminer la manière dont la recherche était comprise et son cadrage, ainsi que la manière dont sont vécus les comportements répréhensibles de manière plus large, avec d'autres formes d'abus comme l'intimidation, la fraude et la corruption. En examinant la culture du management ou la manière dont les systèmes et les obstacles linguistiques sont vécus, dont les cultures locales sont réduites à de simples narratifs et dont le sentiment de honte est considéré comme exceptionnel dans certaines cultures religieuses plutôt que comme une expérience mondialisée des personnes ayant été confrontées à l'exploitation, aux abus et au harcèlement sexuels, il est possible de mieux comprendre les liens entre la race, le

racisme et la blancheur et le travail de prévention des comportements répréhensibles, notamment des comportements sexuels répréhensibles.

On peut alors en conclure que les questions de race et la colonialité sont liées aux abus de pouvoir et à la culture de l'impunité dans le secteur des ONG internationales, ainsi que dans d'autres secteurs. Il s'agissait moins de réaliser un exercice théorique d'alignement que d'élargir la compréhension d'Oxfam de ce qui sous-tend les abus de pouvoir et de la nature du pouvoir dans le secteur du développement international. Dans un contexte international, les cultures de travail fondées sur la suprématie blanche ont été et continueront d'être à l'origine de comportements répréhensibles, et plus particulièrement de nature sexuelle, comme nous l'avons constaté.

La conception des deux projets a délibérément suivi une approche décoloniale. Une gouvernance ouverte et partagée a été mise en place, ce qui a facilité l'affectation des fonds pour Oxfam en Iraq et Oxfam au Ghana. Cela contraste avec les approches habituelles du secteur, qui voient les fonds pour les ONG internationales britanniques alloués depuis des bureaux au Royaume-Uni. De même, lors de l'évaluation à mi-parcours, les équipes ont pu se réaffecter mutuellement des fonds en fonction des besoins de mise en œuvre. Les résultats ont été conçus conjointement et ont pu être adaptés en fonction de ce que les projets ont révélé en coordination avec les personnes ayant été confrontées à des violences, les membres de la communauté et les partenaires. Les ressources, y compris la dotation en personnel, ont été reconnues comme un besoin essentiel, sachant que la protection contre le harcèlement, les abus et le harcèlement sexuels et les efforts de lutte contre la fraude et la corruption reposent souvent sur des points focaux non spécialisés qui consacrent un faible pourcentage de leur temps à la prévention et à la lutte contre les comportements répréhensibles, ce qui accroît la charge de travail du personnel. Une dotation en personnel était également nécessaire, car les compétences et l'expertise requises pour la mise en œuvre étaient très spécialisées. Il a notamment fallu créer un fonds flexible pour chacun·e des responsables d'équipe en Iraq et au Ghana afin de leur permettre de surmonter ou d'atténuer chaque obstacle tour à tour.

La nécessité de définir une programmation commune intégrant tous les domaines sur lesquels Oxfam travaille dans chaque pays était au cœur de cette approche, avec une démarche unifiée pour mettre fin aux violences basées sur le genre (VBG), des approches féministes intersectionnelles et transformatrices, des partenariats décoloniaux, une certaine flexibilité sur le risque, un travail de protection communautaire et une approche adaptative en matière de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage (MEAL). Cela nécessite également une programmation explicite sur les alertes pour veiller à ce que cela ne soit pas ajouté après coup.

La vie des personnes ne rentre pas dans des cases spécifiques définies par les ONG internationales. Il en va de même pour la réponse d'Oxfam. En axant véritablement notre travail sur les personnes ayant été confrontées à des violences, nous nous adaptons à la manière dont ces personnes perçoivent Oxfam. Une personne qui s'adresse à un·e membre du personnel d'Oxfam ne l'identifie pas nécessairement comme spécialiste WASH (eau, assainissement et hygiène) ou comme responsable de la redevabilité, mais simplement comme un·e représentant·e d'Oxfam. Pour un signalement, les gens ont tendance à s'adresser au personnel MEAL, car ces équipes travaillent sur les mécanismes de retour d'information des communautés et tissent des liens avec elles et/ou sont présentes lors des principales distributions. La problématique est double : les communautés préfèrent s'adresser à une personne (ou à un groupe) avec qui elles ont déjà interagi et elles ne savent peut-être pas qui est le point focal affecté au

« Si je viens vous voir pour vous dire que quelque chose me préoccupe, me dérange, et que vous ne m'écoutez pas, au prochain incident je risque de ne pas venir vous voir. »

Membre de la communauté, Ghana

signalement des comportements répréhensibles. Ces projets pilotes visaient en premier lieu à s'assurer que les expériences des personnes étaient prises en charge avec une réponse saine, sûre, professionnelle et informée de la part d'Oxfam et de ses partenaires.

APPROCHE MEAL INTERSECTIONNELLE ET ADAPTATIVE

Les projets pilotes ont suivi des approches adaptatives et intersectionnelles du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage, avec comme référence une recherche centrée sur l'humain, qui place les personnes ayant été confrontées à des violences et leurs expériences au cœur du projet. Le cadre MEAL des projets pilotes a été créé conjointement par les différentes équipes, tout en restant flexible pour que chacune puisse l'adapter aux besoins et aux préférences des personnes ayant été confrontées à des violences, des communautés et des partenaires dans chaque secteur de la mise en œuvre. Les équipes ont animé des sessions d'écoute, des discussions de groupe et des entretiens afin de mieux comprendre les changements dans la perception des obstacles par les communautés. Les équipes se sont ensuite réunies à l'occasion d'un examen d'apprentissage qui s'est tenu en mars 2022.

Une approche visant à ne pas raviver les traumatismes des personnes ayant été confrontées à un comportement répréhensible (notamment le harcèlement, les abus et le harcèlement sexuels) a été adoptée. Dans la pratique, cela a impliqué de s'assurer que toutes les approches, méthodologies et pratiques MEAL étaient centrées sur les personnes ayant été confrontées à des violences ou à des comportements répréhensibles. Cela a également impliqué de privilégier les conversations menées par les personnes ayant été confrontées à des violences plutôt que de demander ou d'exiger des informations spécifiques susceptibles de raviver des traumatismes chez ces personnes. Il s'agissait en particulier d'écouter plutôt que d'arracher des informations, et d'accepter celles que les communautés voulaient et étaient prêtes à partager sur les thèmes et les résultats identifiés au niveau communautaire. Cette approche, associée à des pratiques MEAL non extractives, a été utilisée pour permettre aux équipes d'expliquer les signes de changement comme bon leur semblait.

OBJECTIFS ET ACTIVITÉS

Objectifs généraux

- a) Réduire et atténuer les obstacles au signalement auxquels font face les femmes, les filles, les garçons et les hommes en Iraq et au Ghana
- b) Contribuer à une justice réparatrice pour les personnes ayant été confrontées à des comportements répréhensibles

Les objectifs généraux des projets pilotes ont été définis conjointement par les responsables d'équipe. L'un des principaux obstacles identifiés était l'absence de perception de justice, ou de résultats équitables, pour les personnes ayant été confrontées à des comportements répréhensibles. Il est difficile d'encourager le signalement sans apporter un soutien significatif aux personnes ayant été confrontées à des violences, un

soutien aux personnes confrontées à des comportements répréhensibles et, en fin de compte, une justice réparatrice.

OXFAM EN IRAQ

Oxfam en Iraq a défini comme axes prioritaires de son projet pilote la justice, la lutte contre la stigmatisation sociale des personnes ayant été confrontées à des violences et le soutien des partenaires.

Ce projet pilote a abordé collectivement les obstacles identifiés à Salah Ad-Din et Ninive. Plus précisément, Oxfam en Iraq a estimé que des programmes intégrés en matière de genre (et de VBG en particulier) et la lutte contre la stigmatisation des personnes ayant été confrontées à des violences pouvaient lever les obstacles liés à la réputation, au sentiment de résignation, à la honte, à la normalisation et aux problématiques liées au genre¹⁵. L'équipe irakienne a également souligné l'importance de collaborer avec des partenaires. Ces derniers ont exprimé le besoin de développer et de tester conjointement des mécanismes de signalement, de sensibiliser davantage la communauté aux comportements répréhensibles et d'assurer une meilleure visibilité. La résolution communautaire, l'obstacle le plus fréquemment identifié en Iraq, a nécessité un engagement accru avec les autorités et les représentant-es de la communauté, ainsi qu'une connaissance approfondie du fonctionnement informel du système judiciaire dans le contexte irakien. Pour l'équipe, les défis en matière de confidentialité sont ceux qui nécessitaient le soutien le plus complexe dans les programmes.

Tableau 1 : Résumé des obstacles identifiés en Iraq

<i>Personnels</i>	<i>Interactionnels</i>	<i>Structurels</i>
Gratitude	Rejet	Visibilité
Honte	Attitude	Sensibilisation
Résignation	Perte	Incitation
Confiance	Incertitude	Résolution communautaire
Réputation	Genre	Sentiment d'inaction
Confidentialité	Normalisation	Qualité du service

« C'est aux hommes qu'il incombe de signaler les comportements répréhensibles. »

Homme participant à un groupe de discussion en Iraq

Remarque : ce tableau résume les obstacles identifiés en Iraq. Les éléments grisés correspondent à des obstacles identifiés dans d'autres pays, mais non pertinents en Iraq. Voir l'Annexe pour plus d'informations et des descriptions détaillées de ces obstacles.

PRINCIPALES ACTIVITÉS

Oxfam en Iraq a souligné la nécessité de déployer un personnel spécialisé pouvant travailler à temps plein sur les projets pilotes, plutôt que de consacrer une part de son temps à l'atténuation des obstacles. L'organisation a embauché du personnel clé, notamment deux agent-es itinérant-es spécialisé-es sur les comportements répréhensibles pour travailler directement avec les partenaires et les communautés. Grâce à des sessions d'écoute approfondies dans différentes zones d'intervention, l'équipe a identifié un besoin de recherche sur la stigmatisation des personnes ayant été confrontées à des violences. Elle a mandaté des recherches afin de mieux comprendre les

« Nous ne pouvons pas faire confiance en l'inconnu. »

Femme participant à un groupe de discussion en Iraq, en accord avec les autres participant-es

vecteurs de comportements répréhensibles et d'écouter la manière dont les communautés perçoivent la justice suite à des cas de comportements répréhensibles.

Cela a conduit l'équipe à élaborer une campagne sur la lutte contre la stigmatisation que subissent les personnes ayant été confrontées à des violences (avec la distribution d'affiches). La stigmatisation identifiée était perçue comme un sentiment de honte (voir le tableau des obstacles) d'une personne ayant été confrontée à des comportements sexuels répréhensibles. Bien qu'elle soit souvent intériorisée, principalement par les femmes et les filles, la stigmatisation concerne également les familles, les communautés et la société dans son ensemble, qui ont permis la survenue du comportement sexuel répréhensible.

L'approche adoptée a consisté à écouter les leaders communautaires clés, les collectifs de femmes formels et informels et les groupes de personnes ayant elles-mêmes été confrontées à des violences afin de mieux comprendre les narratifs de la stigmatisation. La campagne ciblait les leaders, les groupes d'hommes et les groupes de femmes afin de diffuser le message selon lequel les personnes ayant été confrontées à des comportements sexuels répréhensibles ou à un comportement répréhensible au sens large n'ont pas à ressentir la honte ou la culpabilité. La stigmatisation découlait également du « non-dit », plusieurs membres des groupes communautaires estimant que les comportements répréhensibles, notamment de nature sexuelle, ne pouvaient et ne devaient pas être abordés publiquement. La campagne a donc permis à la communauté ciblée, mais surtout aux femmes, de se sentir plus à l'aise pour s'exprimer et combattre les pratiques qui culpabilisent les femmes et les filles dans leurs communautés. Cela a eu un effet ricochet dans les communautés en Iraq, où les leaders communautaires ont dû se résoudre à s'aligner sur leurs communautés qui discutaient ouvertement de ces questions.

« De nombreuses personnes vous décourageront de faire un signalement pour éviter les retombées négatives, étant donné qu'il est courant de blâmer la personne ayant été confrontée à des violences. »

Participante issue d'une organisation partenaire en Iraq, septembre 2021

Tant la recherche que la campagne intégraient l'intersectionnalité pour comprendre comment la perception de la race, de l'origine ethnique et d'autres concepts socialement construits contribuaient à des dynamiques de pouvoir déséquilibrées, et donc à la création d'un environnement propice aux comportements répréhensibles. Ces déséquilibres participaient du sentiment de vulnérabilité des personnes ayant été confrontées à des violences, incapables d'utiliser les mécanismes de signalement ou ignorant parfois leur existence à cause de la barrière linguistique.

Les mécanismes de résolution communautaire nécessitent une programmation nuancée. Cet obstacle a été mis en évidence dans tous les domaines de la recherche. Il est lié au fait que les personnes ayant été confrontées à des violences préfèrent solliciter les systèmes judiciaires qu'elles connaissent et en lesquels elles ont confiance pour signaler les incidents. En Iraq, cependant, recourir à des systèmes auxquels elles font confiance signifie pour ces personnes s'exposer à des représailles potentiellement fatales (pour elles-mêmes ou pour d'autres membres de leur famille) ou à des mariages forcés avec les auteurs de ces violences. Dans de nombreux endroits à travers le monde, le mariage forcé est considéré comme un élément de la résolution des conflits et préserve l'honneur aux yeux de la communauté. Si certaines communautés le considèrent comme une solution juste pour la personne ayant été confrontée à des violences, cette dernière peut le percevoir comme une sanction.

L'équipe a constaté qu'il ne s'agissait pas simplement d'une question de recours ou de non-recours à un mécanisme de résolution communautaire pour les personnes ayant été confrontées à un comportement répréhensible, ni d'accès à un soutien spécialisé en dehors de la communauté, ou à l'intérieur de celle-ci uniquement. La manière dont les personnes ayant été confrontées à des violences, et plus généralement celle confrontées à des

comportements répréhensibles, utilisent la résolution communautaire, le partenariat et les interventions d'Oxfam reste nuancée. Certaines personnes s'adresseront à un-e leader communautaire et exploreront les options de signalement auprès d'Oxfam.



Affiche d'Oxfam en Iraq contre la culpabilisation des personnes ayant été confrontées à des violences, exhortant à ne pas rejeter la faute sur ces personnes et à dire non au harcèlement. Crédit photo : Oxfam en Iraq

La stigmatisation et la confidentialité restent les principales préoccupations, tout comme la perception de la justice. Oxfam en Iraq a organisé plusieurs sessions d'écoute dans les gouvernorats afin de mieux cerner la perception par les communautés de résultats justes pour les personnes ayant été confrontées à des violences. Beaucoup ont estimé qu'il ne pouvait y avoir de justice sans systèmes de résolution clairs, même si cela signifiait des résultats perçus comme injustes, notamment pour les personnes ayant été confrontées à des comportements sexuels répréhensibles. D'autres ont déclaré que la justice était liée à des perceptions individuelles et collectives. Autrement dit, satisfaire aux attentes, quelles qu'elles soient, des personnes et de la communauté doit être considéré comme relevant de la justice. La plupart des personnes ont convenu qu'il fallait renforcer le soutien apporté aux personnes ayant été confrontées à des comportements répréhensibles en général, en particulier s'ils sont de nature sexuelle.

« Lorsqu'un cas de sauvegarde est signalé, tout le monde au sein de l'ONG connaît les détails et cela tourne au commérage. »

Participant issu d'une organisation partenaire en Iraq, novembre 2021

Oxfam souhaiterait explorer plus avant la possibilité de travailler avec différents alliés au sein de la communauté, notamment ceux qui prônent des résultats justes et qui œuvrent déjà beaucoup pour le soutien aux personnes ayant été confrontées à des violences. Les mécanismes de résolution communautaire ne sont pas en soi des obstacles au signalement ou au soutien des personnes concernées. Des leaders communautaires, des organisations de défense des droits des femmes et des collectifs communautaires effectuent déjà un travail sur lequel Oxfam doit mieux s'aligner, en particulier sur les questions clés du mariage forcé et de la remise en question du concept d'« honneur » au sein de nos sociétés. Il est indispensable d'explorer davantage les moyens à la disposition des personnes ayant été confrontées à des violences et les domaines dans lesquels Oxfam peut renforcer sa coordination. Cela permettrait une compréhension nuancée de la justice et des mécanismes de résolution communautaires, étayée par l'approche décoloniale d'Oxfam en matière de partenariat, qui cherche à ne pas essentialiser les contextes tout en reconnaissant que la localisation sans redevabilité est irresponsable et dangereuse.

Encadré 1 : Points forts du projet pilote d'Oxfam en Iraq

- Recherche sur ce qu'englobe la « justice » pour les personnes ayant été confrontées à des violences en Iraq
- Recherche sur le genre et les dynamiques de pouvoir en Iraq
- Formation complète et accompagnement de huit partenaires clés (avec possibilité d'extension à l'ensemble des 21 partenaires) sur l'identification et le signalement des comportements répréhensibles
- Intégration des projets pilotes dans les projets existants de protection et de lutte contre les VBG
- Distribution d'équipements aux partenaires pour les aider à appliquer les mécanismes de retour d'information communautaire et pour faciliter le signalement
- Formation des points focaux sauvegarde existants à des approches collectives pour lever les obstacles au signalement
- Formation avec la direction d'Oxfam en Iraq sur la réactivité et le traitement des signalements de comportements répréhensibles
- Renforcement des relations de confiance entre les partenaires et Oxfam concernant la programmation sûre et le signalement des comportements répréhensibles
- Conception et distribution d'affiches contre la stigmatisation et la culpabilisation des personnes ayant été confrontées à des violences
- Mise en place d'un mécanisme de retour d'information principal pour connaître l'avis des partenaires sur les activités du projet (outil d'écoute du retour d'information des partenaires mis en place, s'appuyant sur des échanges réguliers avec le point focal du partenariat)

OXFAM AU GHANA

Oxfam au Ghana s'est évertuée à développer des campagnes nationales ciblant les normes de genre préjudiciables relatives à l'acceptabilité des VBG. Selon elle, cela contribuerait à atténuer les obstacles liés à la honte et aux conséquences perçues. L'incertitude et les questions de confiance, de sensibilisation et d'accès ont été identifiées comme autant d'obstacles clés à surmonter avec l'aide des partenaires et en développant des liens plus forts avec les membres de la communauté.

PRINCIPALES ACTIVITÉS

Oxfam a donc travaillé avec des partenaires au développement de sessions de formation et de sensibilisation. L'équipe a également élaboré une cartographie complète des ressources traditionnelles et non traditionnelles existantes en matière de protection et de lutte contre les VBG aux fins de référencement, afin que les partenaires et les membres de la communauté puissent signaler collectivement les cas d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels et de VBG. Enfin, l'équipe et les partenaires clés ont testé des canaux de communication nationaux, notamment la télévision et la radio.

Tableau 2 : Résumé des obstacles identifiés au Ghana

<i>Personnels</i>	<i>Interactionnels</i>	<i>Structurels</i>
Gratitude	Rejet	Visibilité
Honte	Attitude	Sensibilisation
Résignation	Perte	Incitation
Confiance	Incertitude	Résolution communautaire
Réputation	Genre	Sentiment d'inaction
Confidentialité	Normalisation	Qualité du service
Conséquences perçues	Hierarchie	Accès
Enquête indépendante	Pouvoir caché	

Remarque : ce tableau résume les obstacles identifiés au Ghana. Les éléments grisés correspondent à des obstacles identifiés dans d'autres pays, mais non pertinents au Ghana. Voir l'Annexe pour plus d'informations et des descriptions détaillées de ces obstacles.

Avec le soutien de ses partenaires, Oxfam au Ghana a organisé des activités de sensibilisation à la sauvegarde sur les stations de radio et de télévision locales : Radio Kitawoln à Saboba et Zaa Radio et Sгани TV à Tamale. L'équipe a également organisé des conversations radiophoniques pour sensibiliser les auditeurs et les auditrices à la nécessité de signaler les cas d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels. Ces conversations à la radio ont été menées en konkomba, en dagbani et en anglais, tandis que les émissions télévisées étaient en anglais. L'équipe a également mis en place deux lignes

« Alors que la plupart des approches de sauvegarde se concentrent sur des incidents individuels d'abus ou sur des projets et programmes distincts, l'approche féministe de la sauvegarde nécessite d'adopter une perspective systémique et de reconnaître que l'objectif ultime est de transformer les dynamiques de pouvoir déséquilibrées et les systèmes oppressifs au sens large. »

Oxfam au Ghana

d'alerte nationales pour signaler les cas d'exploitation, d'abus et de harcèlement sexuels par téléphone et via l'application WhatsApp.

Cette campagne a été très efficace, puisque les ministères aux niveaux national et régional ont demandé directement à Oxfam de les aider à mettre en place des mécanismes de signalement similaires. Oxfam, ainsi que les ministères de tutelle, ont également reçu des appels à la suite de leurs campagnes. Il convient toutefois de préciser que le signalement des comportements répréhensibles est fortement tributaire de l'existence de systèmes solides permettant de répondre aux besoins des personnes confrontées à des comportements répréhensibles. Les campagnes ont permis de s'assurer qu'un système de signalement était en place, mais l'équipe souhaiterait travailler plus étroitement avec les ministères de tutelle au Ghana.

Elles étaient liées à la campagne « Ça suffit » d'Oxfam International, qui vise à mettre fin aux violences faites aux femmes et aux filles¹⁶. Cette initiative a soutenu les efforts déployés par Oxfam au Ghana pour mieux comprendre les concepts de masculinités dans le pays. La recherche a alimenté la campagne nationale et les enseignements tirés ont été utilisés pour atténuer les obstacles sociaux au signalement.

« Je regardais une interview sur Sagani TV où Oxfam et ses partenaires présentaient leur programme pilote sur la sauvegarde englobant l'exploitation et le harcèlement sexuels, et expliquaient comment faire face à cette menace. La réponse ferme d'Oxfam sur la façon dont l'organisation travaille à la mise en place d'un système qui protégera ses bénéficiaires contre les préjudices tels que l'exploitation, le harcèlement et les abus sexuels mérite d'être saluée et doit en inspirer d'autres. »

À la suite de cette campagne télévisée, Oxfam au Ghana a reçu une demande de soutien de la part de la commission Office of Women de la University of Development Studies (Tamale Campus).

Deux autres campagnes communautaires ont été organisées : l'une par le biais des médias et l'autre avec les autorités traditionnelles, y compris les reines-mères et les chefs, ainsi que les jeunes des communautés de Sawla et de Tarkwa, où la recherche a été menée. Cette activité a été rendue possible grâce à la collaboration avec des organisations partenaires. Elle a été complétée par une formation de sensibilisation des communautés aux mécanismes de signalement utilisés par Oxfam et ses partenaires. Il s'agissait d'une recommandation clé formulée au moment de la recherche initiale visant à identifier les obstacles. Des affiches et des supports IEC (information, éducation et communication) ont été élaborés spécifiquement pour chaque lieu au Ghana et adaptés au contexte sur les plans linguistique et graphique.

Les participant-es aux discussions ont identifié certains obstacles au signalement de comportements répréhensibles, qui ont confirmé les obstacles identifiés au cours de la recherche, notamment :

- le manque de confiance dans les institutions ;
- le manque de connaissances sur le lieu et la personne à qui signaler un comportement répréhensible ou tout problème de protection ;
- les liens familiaux ;
- la honte ;
- la crainte de représailles par l'auteur-e ;
- le manque de confiance des personnes ayant été confrontées à des violences dans les systèmes existants ;

- le manque de confiance personnelle dans l'utilisation des systèmes de signalement ; et
- la crainte de perdre des prestations ou des services.

À la fin des sessions, des échanges ont eu lieu sur le mécanisme de signalement d'Oxfam et les affiches de campagne sur la sauvegarde avec les lignes d'alerte d'Oxfam ont été passées en revue avec les membres de la communauté. De nombreuses discussions ont eu lieu sur la pertinence, la nécessité et l'adéquation du visuel et de la terminologie pour chaque communauté. Au cours des échanges ultérieurs, ces affiches ont été distribuées aux participant-es.



« L'approche féministe de la sauvegarde a obligé les participant-es à reconnaître que nous sommes toutes et tous capables de nuire et de nous rendre complices de l'oppression systémique, et que nous pouvons toutes et tous rendre des comptes quant à notre rôle dans la perpétuation de l'oppression et de la violence. »

Oxfam au Ghana

Affiche de sensibilisation à la sauvegarde en anglais distribuée au Ghana. Crédit photo : Oxfam au Ghana

Oxfam au Ghana a également travaillé sur la confiance, la sensibilisation et l'accès dans les zones où elle mène des programmes éducatifs. Les autorités traditionnelles et les groupes de jeunes ont élaboré des plans d'action pour sensibiliser leurs communautés et leurs écoles à la problématique des comportements répréhensibles. Ciblants les comités de gestion des écoles ou les associations parents/enseignant-es, ainsi que les églises et les mosquées, ces actions de sensibilisation portaient aussi bien sur les mécanismes de signalement et les services de soutien disponibles pour les personnes ayant été confrontées à des violences que sur la définition de la notion de sauvegarde et des comportements constituant des cas de sauvegarde.

Oxfam au Ghana a également intégré une formation féministe intersectionnelle pour les partenaires et le personnel : cette formation était axée sur le travail d'influence féministe,

mais incluait également des éléments clés sur la pratique réflexive. L'équipe a organisé une formation supplémentaire pour les points focaux sauvegarde, notamment sur les mécanismes de retour d'information (et une formation complémentaire sur le suivi, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage), les matrices de risques et la protection des données, y compris le consentement à la collecte de données et les pratiques de gestion des données.

« L'un des partenaires a témoigné de l'assistance fournie, ayant fait de la sauvegarde un élément central de sa culture organisationnelle. Il dispense une formation à la sauvegarde à tous ses partenaires et groupes de jeunes, inclut des rapports de sauvegarde dans tous ses modèles de rapports pour toutes les activités et inclut des diapositives sur la sauvegarde dans l'ensemble de ses présentations et modèles PowerPoint, parmi d'autres efforts clés en matière de sauvegarde. Il a également élaboré des dépliants, des bannières et des affiches sur la sauvegarde, qui sont exposés de manière visible dans ses bureaux. »

Oxfam au Ghana

Les partenariats étaient une priorité pour Oxfam au Ghana. L'équipe a mis en place des points focaux pour les partenaires, notamment un·e agent·e itinérant·e qui a travaillé directement dans les bureaux des partenaires pour les aider à élaborer des politiques en matière de comportement répréhensible et a organisé des séances de sensibilisation. Concernant la visibilité, le manque de sensibilisation des membres de la communauté quant au moment et à la personne à qui signaler les incidents était criant.

Dans le cadre du projet pilote, Oxfam au Ghana a entrepris une cartographie des acteurs traditionnels et non traditionnels disponibles en matière de référencement dans les domaines de la lutte contre les VBG et de la protection de l'enfance. Cette cartographie a ensuite été traduite dans toutes les langues clés utilisées localement et distribuée par les partenaires aux communautés pour qu'elles discutent de la manière de signaler les cas en toute sécurité. En outre, les partenaires ont reçu un soutien pour leurs demandes flexibles concernant le renforcement des systèmes de sauvegarde et de la confiance de la communauté. On entend par « flexibles » le fait que ces demandes n'étaient pas prédéfinies et qu'elles pouvaient être adaptées aux besoins des partenaires. Les partenaires ont bénéficié d'un soutien direct pour toutes les demandes formulées, y compris l'élaboration d'une politique et la mise en place de systèmes de signalement.

Encadré 2 : Points forts du projet pilote d'Oxfam au Ghana

- Campagnes de sensibilisation aux comportements répréhensibles sur les stations radio locales et les chaînes de télévision nationales
- Lancement de la campagne Ça suffit, avec la remise en question des normes préjudiciables en matière de violences basées sur le genre. Les VBG ouvrent la voie à l'exploitation et aux abus sexuels, car ces normes sont interconnectées. L'équipe s'est concentrée sur la déconstruction de la masculinité.
- Campagnes communautaires à Sawla et Tarkwa (où la recherche a été menée) avec les autorités, discussions sur l'acceptabilité des comportements sexuels répréhensibles et identification des comportements préjudiciables. L'équipe a également discuté avec les membres de la communauté sur leur degré de sensibilisation aux mécanismes de signalement.
- Adaptation des supports de sensibilisation au contexte, avec des tests auprès de différentes communautés dans différentes langues à travers le Ghana.
- Formation et mobilisation sur les principes féministes intersectionnels avec les partenaires, le personnel d'Oxfam et les communautés.

- Approches de consolidation des partenariats, notamment un soutien flexible aux partenaires pour l'identification, le signalement et la lutte contre les comportements répréhensibles.
- Cartographie des services à destination des personnes ayant été confrontées à des violences et des témoins de comportements répréhensibles, avec un accent sur les comportements sexuels répréhensibles. Cela inclut les services formels/informels et les collectifs axés sur la lutte contre les VBG.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Pour lever les obstacles au signalement, il est important de comprendre comment les facteurs contextuels, systémiques et fondés sur le pouvoir interagissent pour favoriser les comportements répréhensibles. Le principal enseignement tiré des projets pilotes est, avant tout, la nécessité de **centrer les programmes sur les personnes ayant été confrontées à des violences**. Réinventer la manière dont des personnes ayant été confrontées à des violences issues de la majorité mondiale considèrent Oxfam, dans toute la subtilité et la complexité de la vie, permet à l'organisation d'adapter ses programmes, et par extension ses systèmes, afin de garantir qu'ils servent l'objectif visé. Cette démarche, associée à la **mise en place d'une méthodologie décoloniale pour la gestion de projets et le suivi, l'évaluation, la redevabilité et l'apprentissage**, a permis de s'assurer que ces projets pilotes étaient conformes au cadre décolonial d'Oxfam.

Pour surmonter les obstacles, il convient de s'adapter au contexte et d'intégrer en permanence ce qui constitue un obstacle. **D'expérience, Oxfam sait qu'un obstacle peut ne pas se reproduire à l'identique ailleurs**. Un obstacle particulier peut être rédhibitoire dans un contexte donné, mais constituer une opportunité plus nuancée pour apporter un soutien significatif aux personnes ayant été confrontées à des violences dans un autre contexte.

Par exemple, s'il est avéré que les membres des communautés dans lesquelles Oxfam intervient préfèrent les mécanismes de résolution communautaires, Oxfam devrait s'adapter et exploiter les opportunités de travailler avec les structures et les collectifs communautaires, notamment celles et ceux apportant déjà un soutien aux personnes ayant été confrontées à des comportements répréhensibles. Cela pourrait être l'occasion de développer des projets de collaboration avec des organisations clés de défense des droits des femmes ou des activistes œuvrant en faveur de la justice raciale pour une justice réparatrice, et souligne la nécessité de poursuivre le travail dans ce domaine.

Cette programmation pourrait s'inscrire dans le cadre de projets de soutien aux personnes ayant été confrontées à des violences dotés d'un financement flexible, qui s'adaptent très bien aux contextes spécifiques dans lesquels Oxfam intervient. Bien que les activités entreprises par le biais des projets d'Oxfam au Ghana et d'Oxfam en Iraq puissent sembler similaires à première vue, les activités spécifiques impliquées ont démontré la spécificité contextuelle des obstacles à surmonter.

Les deux équipes ont travaillé aux côtés de partenaires et avec ceux-ci. **La collaboration avec les partenaires est essentielle, d'autant plus qu'Oxfam continue d'intégrer des partenariats décoloniaux au cœur de tous ses programmes**. Les partenariats et l'atténuation des obstacles au signalement nécessitent d'instaurer un climat de confiance entre Oxfam, ses partenaires et les communautés, ce qui n'est pas toujours évident. Il faut du temps, de l'intelligence émotionnelle et une bonne connaissance des forces en présence

pour instaurer la confiance et faire preuve de redevabilité. Au Ghana et en Iraq, les responsables d'équipe ont veillé à ce que le personnel travaille de concert avec les partenaires et **à ce que ces derniers disposent de budgets adéquats et flexibles** pour renforcer les systèmes internes de signalement et de redevabilité.

Les deux équipes ont poursuivi leurs recherches sur l'intersectionnalité, le pouvoir et les normes de genre afin de mieux répondre aux obstacles systémiques identifiés. **Cela leur a permis de travailler avec d'autres équipes, en particulier celles chargées de la justice de genre, de la protection et du suivi, de l'évaluation, de la redevabilité et de l'apprentissage, et a contribué à intégrer la prévention des comportements répréhensibles dans les programmes.**

Dans l'ensemble, Oxfam en Iraq et Oxfam au Ghana ont été en mesure de concevoir une programmation adaptative pour s'attaquer avec une certaine flexibilité aux obstacles identifiés au cours de la recherche en 2019-2020.

En résumé :

- L'intersectionnalité compte. Les gens sont plus à même de partager des informations et de se sentir à l'aise pour exprimer les problèmes de leur communauté lorsqu'ils sont répartis par âge, par groupe linguistique, etc.
- Les partenaires jouent un rôle central. Au Ghana, par exemple, leur expertise et leur expérience en matière de relations avec les chaînes de télévision et les stations radio ont eu un impact significatif sur la sensibilisation et la portée des messages clés.
- Il convient de tenir compte du contexte pour surmonter les obstacles. Chaque communauté et chaque région a ses propres dynamiques de pouvoir, avec des leaders traditionnel·les et informel·les, ce qui engendre divers obstacles auxquels les personnes ayant été confrontées à des violences doivent faire face. Chaque communauté entretient également des relations différentes avec Oxfam et ses partenaires.
- Des investissements supplémentaires sont nécessaires pour renforcer la confiance avec les partenaires et les membres de la communauté et garantir qu'Oxfam travaille aux côtés des personnes ayant été confrontées à des violences pour les soutenir à moyen et à long terme.

DÉFIS

Les équipes d'Oxfam en Iraq et d'Oxfam au Ghana avaient des défis communs. Elles ont toutes deux constaté que la **durée et le budget limités des projets pilotes** ne leur permettaient pas de travailler avec tous les partenaires aussi étroitement qu'elles l'auraient souhaité. Au moment de la rédaction du rapport, les deux équipes ont reçu d'autres demandes directes de soutien de la part des partenaires, qu'elles ont dû refuser.

L'un des principaux obstacles était la visibilité : dans certaines régions, les programmes sont apparentés aux partenaires et non à Oxfam. **Les membres de la communauté ont indiqué ne pas savoir à qui s'adresser et les partenaires n'étaient pas en mesure de traiter les signalements ou n'étaient pas sûrs de la manière de le faire.** Bien que cela ne constitue pas automatiquement un problème en soi (car cela atteste de la qualité de la mobilisation communautaire des partenaires et d'une confiance déjà instaurée entre les membres de la communauté et les partenaires), certaines difficultés demeurent en termes d'identification et de signalement des comportements répréhensibles. Cela soulève également des questions sur les obligations de redevabilité d'Oxfam envers les communautés.

La dotation en personnel demeure un défi. Bon nombre des points focaux sauvegarde travaillant sur la prévention et l'atténuation des comportements répréhensibles ne le faisaient qu'à temps partiel, en pourcentage de leurs fonctions respectives. Oxfam doit poursuivre et intensifier ses investissements dans des équipes de conseil spécialisées dans la sauvegarde et la lutte contre la fraude et la corruption, par région. Or, acquérir les connaissances techniques et l'expertise programmatique requises nécessite un ensemble de compétences très spécifiques. **Ces rôles, ainsi que l'expertise en matière de partenariat, nécessitent des investissements de la part d'Oxfam.**

Le rôle des mécanismes de résolution communautaire et l'atténuation de cet obstacle pour les personnes ayant été confrontées à des violences **nécessitent un cadre décolonial et une analyse des pouvoirs ancrée dans une compréhension de la justice raciale.** Cela demande du temps et de la flexibilité pour s'y retrouver entre les partenaires, les membres de la communauté, les autorités religieuses et les systèmes de justice informels. Oxfam peut définir des lignes rouges et des principes pour mettre en phase les mécanismes de résolution communautaire avec ses objectifs d'être antiraciste, guidée par les valeurs du féminisme intersectionnel, dirigée par des partenaires et sûre, mais cela demande du temps et des investissements supplémentaires.

Une dernière série de défis liés les uns aux autres concerne les perceptions de la confidentialité et du soutien apporté aux personnes ayant été confrontées à des violences. Ces dernières continuent de percevoir le manque de confidentialité comme le plus grand obstacle au signalement des comportements répréhensibles. Elles ne sont pas non plus convaincues de recevoir un soutien adéquat tout au long du processus de signalement et au-delà. Les comportements sexuels répréhensibles ont des conséquences réelles qui appellent un soutien substantiel et continu à long terme. Oxfam doit donc investir dans une programmation axée sur le soutien aux personnes ayant été confrontées à des violences, spécifique au contexte et qui tienne compte des implications immédiates, à moyen terme et à long terme de ce soutien avec les partenaires et les communautés où Oxfam intervient.

RECOMMANDATIONS

POUVOIR, INTERSECTIONNALITÉ ET CONTEXTE

Les obstacles dépendent fortement du contexte. Pour les surmonter, les équipes qui élaborent les programmes doivent comprendre la notion de pouvoir racialisé.

Les obstacles au signalement des comportements répréhensibles doivent être considérés en même temps que les principaux vecteurs de ces comportements, qui varient considérablement d'une communauté à l'autre. Il existe également des facteurs systémiques de comportement répréhensible qui font écho aux systèmes globaux d'oppression, en particulier la suprématie blanche et la colonialité.

Ce qui est considéré comme de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels varie considérablement d'un contexte à l'autre. Il est nécessaire de mener des analyses aux niveaux micro et macro pour les identifier et les atténuer. Les actions suivantes sont nécessaires pour s'attaquer à ces problématiques :

- Chaque communauté dans laquelle Oxfam et ses partenaires interviennent devrait être incluse dans les futures analyses des pouvoirs, en raison des différences de contexte dans chaque région.
- Les analyses des pouvoirs devraient être intégrées dans l'identification des obstacles, en veillant à les appréhender à travers le prisme de l'intersectionnalité.
- Des sessions sur les VBG devraient être organisées à l'intention des hommes, des autorités et des groupes traditionnels et informels. C'est ce qu'ont recommandé les femmes qui ont participé aux projets pilotes, car elles ont observé des améliorations dans la communauté quand de telles sessions étaient organisées.
- Des séances de sensibilisation sur la culpabilisation des personnes ayant été confrontées à des violences, le mariage précoce et la prévention des mariages forcés devraient être organisées au niveau communautaire.
- Les campagnes nationales qui remettent en question l'acceptabilité de l'exploitation, du harcèlement et des abus sexuels devraient être intégrées dans les stratégies d'influence à l'avenir.

PARTENARIATS DÉCOLONIAUX

Les obstacles au signalement des comportements répréhensibles ne peuvent être atténués de manière significative qu'en travaillant avec les acteurs des pays du Sud dans le cadre de partenariats équitables.

Ces partenariats doivent privilégier la redevabilité, avec des acteurs comme Oxfam qui cherchent à atténuer les asymétries de pouvoir sous la forme de ressources, d'accès aux institutions financières et d'influence mondiale. Il est également nécessaire de reconnaître que le risque n'est pas distribué équitablement, les petits partenaires intégrés dans leurs communautés supportant la majeure partie du risque programmatique alors qu'ils ne sont pas considérés comme des acteurs crédibles en la matière. Les personnes ayant été

confrontées à des violences solliciteront les systèmes, les organisations et les personnes en qui elles ont le plus confiance. C'est pourquoi l'approche du partenariat d'Oxfam doit leur permettre de le faire.

- Un soutien accru et à long terme est nécessaire pour les autres partenaires d'Oxfam qui n'ont pas été ciblés par ce projet (que ce soit en Iraq et au Ghana ou plus largement dans le monde). Les partenaires, dans toute leur diversité, devraient avoir accès à un soutien constant pour renforcer les systèmes de signalement qui fonctionnent le mieux pour les personnes ayant été confrontées à des violences. Les partenaires peuvent se présenter sous de multiples formes (activistes, sages-femmes, guérisseurs et guérisseuses, groupes informels de femmes, petites organisations formelles). Oxfam devrait travailler aux côtés de groupes dignes de confiance, notamment en matière d'intersectionnalité.
- Des budgets devraient être alloués à des projets similaires pour développer des canaux spécifiques et pertinents de signalement des comportements répréhensibles en collaboration avec les partenaires.
- Oxfam devrait développer des mécanismes pour mieux cerner ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas dans son modèle de partenariat, et plus spécifiquement dans les exigences de son système en matière de partenariat et dans la manière dont elles affectent les personnes ayant été confrontées à des violences.
- Un soutien devrait être apporté pour renforcer la confidentialité du signalement des comportements répréhensibles lors d'un travail en partenariat. Le soutien aux personnes ayant été confrontées à des violences et leurs expériences doivent être au centre de tout. Il ne faut pas oublier que le manque de confidentialité peut représenter une menace immédiate pour la vie des personnes qui s'adressent à Oxfam.

PROGRAMMES INTÉGRÉS

Les programmes devraient être intégrés pour mieux soutenir l'atténuation des obstacles au signalement.

Les programmes conçus pour lutter contre les VBG et promouvoir la protection (en particulier la protection de la communauté), la redevabilité, la mobilisation de la communauté et la sécurité économique devraient être liés afin d'atténuer les obstacles systémiques et personnels au signalement.

- Il convient de veiller à intégrer la programmation sûre, la redevabilité et une approche féministe dans tous les domaines.
- Des séances de sensibilisation aux codes de conduite des ONG/ONG internationales et aux politiques pertinentes devraient être organisées avec tous les groupes travaillant aux côtés d'Oxfam et avec elle.

CONFIDENTIALITÉ, RÉOLUTION COMMUNAUTAIRE ET JUSTICE RÉPARATRICE

D'après les projets pilotes, les obstacles qui nécessitent l'investissement le plus durable sont la confidentialité et la résolution communautaire.

Ces deux obstacles nécessitent une compréhension nuancée des dynamiques de pouvoir au sein de la communauté et l'instauration d'un climat de confiance. Ces points complexes requièrent un investissement à long terme.

- Il faudrait créer davantage de projets sur la programmation sûre et la redevabilité afin de mieux comprendre les risques associés au signalement et la manière dont la confidentialité est appréhendée au sein d'Oxfam, chez ses partenaires et là où l'organisation intervient.
- Il convient de définir des lignes rouges pour Oxfam en matière de résolution communautaire, de confidentialité et de partenariat qui placent les personnes ayant été confrontées à des violences au centre des préoccupations. Ces lignes rouges doivent être nuancées afin de garantir que les personnes ayant été confrontées à des violences disposent d'un pouvoir d'action significatif et s'approprient le soutien qu'elles reçoivent. Elles doivent également être transparentes sur ce qu'Oxfam et ses partenaires peuvent faire et feront.
- Il convient de consulter la communauté et les partenaires afin de mieux comprendre comment se déroulent les signalements par des personnes ayant été confrontées à des violences. Il faut aussi écouter les perceptions de la communauté sur ce qui constituerait la justice pour les personnes ayant été confrontées à des violences, en tenant compte, le cas échéant, d'un ensemble de caractéristiques démographiques. Les mécanismes de résolution communautaire devraient être conçus en collaboration avec ces personnes.
- Oxfam et ses partenaires doivent développer un soutien aux personnes ayant été confrontées à des violences et y allouer les ressources nécessaires.

ALLOCATION JUSTE ET ÉQUITABLE DE RESSOURCES

Les ressources et les flux de financement pour la prévention des comportements répréhensibles sont largement intégrés dans les processus de conformité et sont donc largement financés par le recouvrement des coûts dans les projets.

Il existe très peu de preuves documentées sur l'intégration de l'atténuation des risques, du soutien aux personnes ayant été confrontées à des violences et de l'atténuation des obstacles au signalement dans le cadre des programmes. **Le présent rapport promeut un financement autonome des programmes axés sur les personnes ayant été confrontées à des violences. Cela nécessite néanmoins un financement de la part des bailleurs et une approche intersectorielle, en particulier pour s'attaquer aux obstacles systémiques auxquels font face les personnes ayant été confrontées à des violences.**

- Une plus grande appétence pour le risque est nécessaire pour financer l'expérimentation de solutions impliquant des mécanismes de résolution communautaire et centrés sur les personnes ayant été confrontées à des violences.
- Oxfam devrait collaborer avec les bailleurs qui souhaitent et peuvent financer l'aide aux personnes ayant été confrontées à des violences à court, moyen et long termes afin de s'attaquer de manière réaliste aux obstacles au signalement.
- Il existe des besoins spécifiques en dotation de personnel pour ce type de projets, qui requièrent des compétences entrecroisées et un soutien spécialisé aux personnes ayant été confrontées à des violences. Des compétences sont également nécessaires pour identifier et atténuer les obstacles par le biais d'une analyse intersectionnelle des

pouvoirs. Oxfam devrait investir dans la formation dans ces domaines et allouer les ressources correspondantes.

- Le personnel subalterne d'Oxfam et des organisations partenaires a besoin de ressources adéquates pour être en mesure de remplir les fonctions vitales qui lui sont confiées. Ces membres du personnel travaillent souvent aux côtés (ou sont issus) des communautés dans lesquelles Oxfam et ses partenaires interviennent. Elles/ils doivent être mieux soutenu-es, avec des rémunérations justes et équitables et un accès aux ressources.

CONCLUSION

Oxfam a l'opportunité de changer de manière significative la façon dont le secteur appréhende le signalement de comportements répréhensibles. Le fait de placer les personnes ayant été confrontées à des violences au centre de la programmation, de manière à atténuer les obstacles qu'elles rencontrent en matière de signalement, a des répercussions sur la réduction des VBG, le renforcement des pratiques de partenariat et l'adaptation positive des modèles de financement et des systèmes d'Oxfam.

Pendant trop longtemps, les programmes et les systèmes ont fonctionné en silo vis-à-vis des comportements répréhensibles. Les membres de la communauté, les organisations partenaires et les personnes qui interagissent avec Oxfam de manière générale ont droit à la justice et à la redevabilité. Les programmes de ce type constituent un pas dans la bonne direction.



Affiche distribuée dans le cadre d'une campagne visant à mettre fin à la culpabilisation des personnes ayant été confrontées à des violences. « Vous pouvez m'aider à mettre fin au harcèlement, à l'exploitation et aux abus sexuels. » Crédit photo : Oxfam en Iraq

GLOSSAIRE

Le présent rapport s'appuie sur le travail considérable entrepris pour développer la Stratégie de partenariat décolonial et le cadre de justice raciale d'Oxfam (à paraître en 2023). Comme ce travail de remise en question des comportements répréhensibles exige de nommer les systèmes d'oppression, il doit utiliser un langage explicitement antiraciste.

Cette étude de cas utilise également des termes techniques qui font référence à l'exploitation, au harcèlement et aux abus sexuels et qui sont issus d'un cadre de lutte contre les violences basées sur le genre. Il s'agit de reconnaître que les comportements sexuels répréhensibles font référence à un type spécifique de violence sexuelle et qu'ils doivent être désignés par une terminologie spécifique. Pour certaines personnes, ces termes peuvent être peu familiers ou revêtir des significations différentes. C'est pourquoi un glossaire est inclus ici, afin de clarifier ce qu'Oxfam entend par ces termes. Voir également le document [Inclusive Language Guide](#) d'Oxfam¹⁷.

L'antiracisme implique plus que ne pas être raciste. Il revient à reconnaître que le racisme comporte des aspects systémiques et structurels et prend activement des mesures pour les combattre.

La **colonialité** désigne le rapport de force déséquilibré résultant du colonialisme. Elle est toujours présente dans les sociétés du monde entier et s'appuie sur les hiérarchies raciales imposées par le colonialisme.

Le **colonialisme** désigne la domination d'un pays sur un autre par la violence, dans le but de prendre le contrôle politique, d'y envoyer des colons afin d'occuper le territoire et de l'exploiter économiquement. De nombreuses personnes ont le sentiment que le colonialisme n'existe plus. Mais la domination sur les cultures, les langues, les religions et les économies de différents pays demeure.

La **décolonisation** désigne le fait de s'affranchir du colonialisme et de réparer les dommages qu'il a causés. Dans le cadre de notre travail de développement international, il s'agit d'un processus continu de transfert du pouvoir décolonial aux personnes noires, autochtones et racisées qui souhaitent prendre le leadership sur leurs structures politiques et économiques, ainsi que sur leur culture, leur société, leur éducation, leur langue et leur voix.

La **décolonialité** consiste à s'affranchir de la matrice coloniale du pouvoir en se concentrant sur la remise en question des héritages du colonialisme qui demeurent dans les mentalités et les systèmes de croyance et qui peuvent se manifester chez tout le monde, indépendamment de la race.

Les **employé-es et les représentant-es** regroupent l'ensemble du personnel d'Oxfam GB. L'expression vise également les membres du conseil d'administration, les bénévoles, les stagiaires, ainsi que les consultantes et consultants locaux et internationaux et les travailleuses et travailleurs journaliers, tout comme l'ensemble des sous-traitant-es (entreprises ou individus) de ces entités et leur personnel apparenté. Sont également concernées les entités autres qu'Oxfam (et leurs employé-es) et les personnes ayant conclu un accord de partenariat, de sous-subvention ou de récipiendaire auxiliaire avec Oxfam.

Les mentions **pays du Sud** et **pays du Nord** nous aident à distinguer les pays composés majoritairement de personnes noires, autochtones et racisées des pays riches, avec une

population principalement blanche, qui les ont colonisés. Elles sont imparfaites sur le plan géographique (par exemple, l'Australie se trouve dans l'hémisphère sud) et du fait qu'elles négligent les spécificités contextuelles et culturelles. Mais elles sont bien assimilées par le grand public et nous les utilisons faute de meilleure option.

L'**intersectionnalité** reconnaît la façon dont les différentes parties de notre identité (race, sexe, genre, orientation sexuelle, classe et handicap) se recoupent pour créer des expériences uniques d'oppression et de privilège. Ce concept permet de comprendre comment les femmes noires sont confrontées à la fois au racisme et au sexisme. L'intersectionnalité s'applique désormais plus largement à d'autres aspects de l'identité, mais il est essentiel que la race demeure le point de départ.

La **justice raciale** a trait au traitement équitable systématique des personnes de toutes les races, avec des opportunités et des résultats équitables pour tou-te-s. Elle va au-delà de la lutte contre l'antiracisme ; il ne s'agit pas seulement de l'absence de discrimination et d'inégalités, mais aussi de la présence de systèmes délibérés qui redistribuent le pouvoir équitablement sur le plan racial.

Un **abus sexuel** désigne toute atteinte sexuelle commise avec force, contrainte ou à la faveur d'un rapport de force inégal, la menace d'une telle atteinte constituant aussi un abus sexuel. Le mariage forcé, l'esclavage sexuel ainsi que toute activité sexuelle avec un enfant (toute personne de moins de 18 ans) constituent des abus sexuels.

L'**exploitation sexuelle** est le fait d'abuser ou de tenter d'abuser d'un état de vulnérabilité, d'un rapport de force inégal ou de rapports de confiance à des fins sexuelles, y compris mais non exclusivement en vue de tirer un avantage pécuniaire, social ou politique de l'exploitation sexuelle d'autrui. Oxfam reconnaît que les termes « abus sexuels » et « exploitation sexuelle » désignent un large éventail de comportements et ne se limitent pas à l'acte sexuel.

Le **harcèlement sexuel** s'entend de toute avance sexuelle importune, de toute demande de faveurs sexuelles ou de tout autre comportement verbal ou physique à connotation sexuelle raisonnablement propre ou de nature à choquer ou à humilier. Un tel comportement est également considéré comme du harcèlement sexuel lorsqu'il entrave la bonne marche du service, est présenté comme une condition d'emploi ou crée sur le lieu de travail un climat d'intimidation, d'hostilité ou de vexation. S'il procède généralement d'un mode de comportement, le harcèlement sexuel peut résulter d'un acte isolé. Il peut mettre en présence des personnes de sexe opposé ou du même sexe, et homme et femme peuvent en être la victime ou l'auteur-e.

La mention **personne ayant été confrontée à des violences** désigne toute personne indiquant avoir subi un harcèlement, une exploitation ou un abus sexuel perpétré par des employé-es ou des représentant-es d'Oxfam GB, ou résultant directement du travail d'Oxfam GB. Il peut s'agir de victimes d'esclavage moderne, d'adultes et d'enfants, de membres du personnel d'Oxfam et de personnes issues des communautés auprès desquelles l'organisation travaille.

Une **approche axée sur les personnes ayant été confrontées à des violences** est une approche où le bien-être et les souhaits de ces personnes sont placés au centre de toutes les actions entreprises. Il s'agit notamment de s'assurer des points suivants :

- La sécurité des personnes ayant été confrontées à des violences, des personnes à leur charge, des témoins ou des lanceuses et lanceurs d'alerte est assurée.
- Les cas seront traités de manière confidentielle.

- Les souhaits de la personne ayant été confrontée à des violences (autodétermination) et son intérêt supérieur sont pris en compte.
- La personne ayant été confrontée à des violences est traitée avec dignité et respect, ce qui implique de la croire et de lui faire confiance.
- L'individu, sa famille, ses ami·es et sa communauté sont autonomisé·es.
- Une réponse rapide est apportée à chaque étape.
- Il n'y a aucune restriction quant à l'identité de la personne qui fait le signalement ou au moment où elle le fait.
- Une personne peut signaler un problème ou un incident à tout moment après sa survenue. Tout le monde peut le faire et y est encouragé.

La **blanchité** est une culture qui offre des opportunités aux personnes blanches, mais ferme la porte aux personnes noires, autochtones et racisées. Elle est présente partout dans le monde, lorsque la population blanche estime être la norme. Elle affecte notre pouvoir, la manière dont la société nous accepte et l'accès à différentes choses comme l'emploi, l'éducation et la représentation politique.

Le **complexe du sauveur blanc** définit la manière dont certaines personnes entendent « résoudre » les problèmes perçus dans les pays majoritairement peuplés de personnes noires, autochtones et racisées. Il dépeint à tort les personnes noires, autochtones et racisées comme pauvres, sans défense et dans le besoin. Il place le pouvoir entre les mains des personnes blanches en supposant qu'elles possèdent toutes les connaissances, l'expérience et les outils. Chez Oxfam, nous reconnaissons son caractère problématique et nous nous engageons à nous détacher du complexe du sauveur blanc en faveur de davantage de solidarité.

La **suprématie blanche** fait référence à la croyance profonde et parfois inconsciente selon laquelle les personnes blanches sont supérieures aux personnes noires, autochtones et racisées. Présente dans le monde entier, elle ne se résume pas au comportement d'individus. Il s'agit plutôt d'un système d'exploitation et d'oppression dont nous faisons toutes et tous partie.

ANNEXE

En 2019, Oxfam a initié une série de recherches pour mieux classer et comprendre les obstacles au signalement du point de vue des personnes ayant été confrontées à des violences. Aux côtés de Sonders Collective, ces recherches ont permis de définir une méthodologie répartissant les obstacles en trois catégories, à savoir :

1. Personnelle (je réagis en fonction de ce qui est attendu et j'accepte que les choses soient ainsi).
2. Interactionnelle (j'ai peur de perdre mon statut, mes privilèges ou l'accès aux services).
3. Structurelle (je prends des décisions en fonction de mon environnement immédiat).

Les facteurs personnels sont les plus étroitement liés à la façon dont une personne pense et se sent de manière innée. Ils comprennent des facteurs qui peuvent être considérés comme intrinsèques, ou appartenant naturellement à un individu, et qui sont le plus fortement liés à son estime de soi. Les facteurs personnels peuvent être considérés comme des caractéristiques intangibles, comme le système de croyances d'une personne, les valeurs qu'elle défend et ses expériences vécues.

Les facteurs interactionnels sont plus identifiables et résultent plus visiblement d'une interaction entre une personne et son cercle social ou son environnement. Ils comprennent les conséquences négatives par rapport à d'autres personnes et/ou organisations pouvant survenir suite à un signalement.

Les facteurs structurels font référence aux éléments tangibles ou aux structures et systèmes formels de l'environnement immédiat d'un individu qui déterminent les choix qui lui sont offerts ou non.

Quel que soit l'environnement, le comportement décisionnel est toujours dynamique. Il ne peut jamais être entièrement réduit à ses composantes individuelles. De même, le comportement relatif à la sauvegarde et au signalement des comportements répréhensibles dans le contexte social en Iraq ou au Ghana ne peut pas être déconstruit dans son intégralité. C'est pourquoi le cadre ci-dessus a servi de guide pour orienter la réflexion, étant entendu que les différents facteurs d'influence se recoupent et peuvent renforcer ou atténuer chacun d'entre eux.

GHANA

1. FACTEURS PERSONNELS

Les facteurs personnels sont les plus étroitement liés à la façon dont une personne pense et se sent de manière innée.

- 1.1 **Conséquences perçues** : si je signale un incident, je m'expose à des représailles.
- 1.2 **Recherche factuelle indépendante** : je dois réunir toutes les informations avant de procéder à un signalement.
- 1.3 **Confiance** : je ne fais pas confiance aux personnes ni aux systèmes de signalement.
- 1.4 **Honte** : je ne souhaite pas jeter l'opprobre sur moi-même ou sur les autres.

2. FACTEURS INTERACTIONNELS

Ces facteurs résultent plus visiblement d'une interaction entre une personne et son cercle social ou son environnement.

2.1 **Hiérarchie** : il est important de remonter la ligne hiérarchique, sans sauter d'échelon.

2.2 **Pouvoir caché** : l'organisation ne nous causera jamais de tort.

2.3 **Incertitude** : j'ignore ce qui se passera lorsque je ferai mon signalement.

3. FACTEURS STRUCTURELS

Ces facteurs font référence aux éléments tangibles ou aux structures et systèmes formels de l'environnement immédiat d'un individu qui déterminent les choix qui lui sont offerts ou non.

3.1 **Sentiment d'inaction** : aucune action ne sera entreprise si je fais un signalement.

3.2 **Sensibilisation** : aucune information ne nous est communiquée. Nous ne savons pas comment faire un signalement ni s'il existe des mécanismes dédiés.

3.3 **Résolution communautaire** : le cas devrait être traité au niveau local.

3.4 **Accès** : il n'existe pas de canal de signalement auquel nous puissions ou voulions accéder.

IRAQ

1. FACTEURS PERSONNELS

Les facteurs personnels sont les plus étroitement liés à la façon dont une personne pense et se sent de manière innée.

1.1 **Réputation et honneur** : la façon dont les gens et ma communauté me perçoivent est importante pour moi et ma famille.

1.2 **Confidentialité** : je ne sais pas à qui faire confiance, à qui parler ou à qui me confier, car ce sujet est très sensible.

1.3 **Résignation** : je ne peux pas changer ma situation, ainsi vont les choses ici et maintenant.

2. FACTEURS INTERACTIONNELS

Ces facteurs résultent plus visiblement d'une interaction entre une personne et son cercle social ou son environnement.

2.1 **Genre** : le signalement est dévolu aux hommes, et le rôle d'une femme est d'être soutenue

2.2 **Attitude** : je ne peux pas m'adresser au personnel, car il est impatient, hostile et irrespectueux.

2.3 **Perte** : j'ai peur de mourir, de perdre mon emploi et/ou l'accès aux services et privilèges dont je dépends.

2.4 **Normalisation** : la corruption et les comportements répréhensibles font partie de la normalité pour nous.

3. FACTEURS STRUCTURELS

Ces facteurs font référence aux éléments tangibles ou aux structures et systèmes formels de l'environnement immédiat d'un individu qui déterminent les choix qui lui sont offerts ou non.

3.1 **Visibilité** : nous ne savons pas qui travaille pour quelle ONG, et nous ne connaissons pas la différence entre les différentes ONG.

3.2 **Sensibilisation** : je ne sais pas ce qu'il faut faire ni comment procéder.

3.3 **Qualité du service** : les problèmes liés aux services que nous recevons priment sur le reste, avant que nous puissions évoquer un comportement répréhensible.

3.4 **Résolution communautaire** : mes problèmes seront résolus par des membres désigné-es de la communauté, dans le cadre d'un processus décisionnel collectif.

3.5 **Sentiment d'inaction** : nos signalements ne débouchent jamais sur rien, c'est sans espoir.

NOTES

- ¹ Oxfam (2019), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Kachin, Myanmar*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/factors-influencing-misconduct-reporting-in-kachin-myanmar-620893/>
- ² Oxfam (2020), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Saladin and Nineveh, Iraq*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/factors-influencing-misconduct-reporting-in-saladin-and-nineveh-iraq-620929/>
- ³ Oxfam (2019), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Sawla and Tarkwa, Ghana*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/factors-influencing-misconduct-reporting-in-sawla-and-tarkwa-ghana-620946/>
- ⁴ Oxfam (2019), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Kachin, Myanmar*. Op.cit.
- ⁵ Oxfam (2020), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Saladin and Nineveh, Iraq*. Op.cit.
- ⁶ Oxfam (2019), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Sawla and Tarkwa, Ghana*. Op.cit.
- ⁷ Chez Oxfam, on entend par comportement répréhensible la fraude et la corruption, l'exploitation, le harcèlement et les abus sexuels, la maltraitance des enfants et les problématiques relatives aux ressources humaines (comportement du personnel, intimidation et harcèlement). Bien que le présent rapport fasse référence à divers comportements répréhensibles, il reconnaît que les comportements sexuels répréhensibles en sont une forme unique et spécifique, s'accompagnant de traumatismes et d'une stigmatisation à long terme. Dans la mesure du possible, le rapport fera spécifiquement référence aux comportements sexuels répréhensibles et désignera les personnes qui les ont subis comme des personnes ayant été confrontées à des violences.
- ⁸ Voir Oxfam Policy & Practice, *Factors Influencing Misconduct Reporting: A meta-analysis*. Juillet 2020. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/factors-influencing-misconduct-reporting-a-meta-analysis-621022>
- Voir Oxfam International, *La lutte contre la fraude et la corruption à Oxfam* et le rapport *L'intégrité à Oxfam* pour la période d'avril à septembre. <https://www.oxfam.org/fr/la-lutte-contre-la-fraude-et-la-corruption-oxfam>
- ⁹ Voir Oxfam Policy & Practice, *Factors Influencing Misconduct Reporting: A meta-analysis*. Op.cit.
- ¹⁰ Oxfam (2019), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Kachin, Myanmar*. Op.cit.
- ¹¹ Oxfam (2020), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Saladin and Nineveh, Iraq*. Op.cit.
- ¹² Oxfam (2019), *Factors Influencing Misconduct Reporting in Sawla and Tarkwa, Ghana*. Op.cit.
- ¹³ Oxfam (2020), *Factors Influencing Misconduct Reporting: A meta-analysis*. Op.cit.
- ¹⁴ Oxfam (2022), *Transforming for a Radically Better World: Oxfam's commitments to anti-racism, feminism and shifting power*. https://www.oxfam.org.uk/documents/558/Transforming_for_a_radically_better_world_1.pdf
- ¹⁵ La **résignation** est le sentiment exprimé par les personnes ayant été confrontées à des violences selon lequel ce qui leur est arrivé ne nécessitait pas de réaction. Sentiment courant chez les personnes ayant vécu des traumatismes complexes, la résignation est liée à l'absence de capacité d'action perçue à la suite d'un événement traumatisant.
- La **réputation** (souvent exprimée par la **honte**) renvoie au besoin de préserver son honneur et sa réputation propres et ceux de la collectivité. Les personnes ayant été confrontées à des violences indiquent que leur réputation est liée à celle de leur famille et de leur communauté au sens large. Par conséquent, tout signalement reviendrait à ternir leur réputation et celle de leur famille.
- La **normalisation** fait référence à l'ampleur des comportements répréhensibles perpétrés et auxquels les communautés sont soumises, dont la fréquence est telle qu'il se développe un sentiment d'apathie intériorisé. Il s'agit là d'une autre réaction courante à un traumatisme complexe.
- Dans le présent document, le **genre** fait référence à une croyance misogyne intériorisée exprimée par de nombreux/euses membres de la communauté, selon laquelle les hommes sont plus dignes de confiance dans leur communauté en tant que dépositaires de l'honneur et de la justice.
- ¹⁶ Oxfam International *Les violences faites aux femmes et aux filles, ça suffit !* <https://www.oxfam.org/fr/agir/campagnes/les-violences-faites-aux-femmes-et-aux-filles-ca-suffit>
- ¹⁷ Oxfam (2023), *Inclusive Language Guide*. <https://policy-practice.oxfam.org/resources/inclusive-language-guide-621487/>

OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 21 organisations qui travaillent avec leurs partenaires et alliés pour aider des millions de personnes à travers le monde. Ensemble, nous combattons les inégalités pour mettre fin à la pauvreté et aux injustices, aujourd'hui et sur le long terme, pour un futur à égalité. Pour de plus amples informations, veuillez contacter les différents affiliés ou visiter www.oxfam.org.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)

Oxfam IBIS (Danemark) (www.oxfamibis.dk)

Oxfam Aotearoa (www.oxfam.org.nz)

Oxfam Inde (www.oxfamindia.org),

Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)

Oxfam Intermón (Espagne)
(www.oxfamintermon.org)

Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)

Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)

Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)

Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)

Oxfam Canada (www.oxfam.ca)

Oxfam Mexique (www.oxfammexico.org)

Oxfam Colombie (www.oxfamcolombia.org)

Oxfam Novib (Pays-Bas) (www.oxfamnovib.nl)

Oxfam France (www.oxfamfrance.org)

Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)

Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)

Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)

KEDV (www.kedv.org.tr)

Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)